

Pendant la période de questions, le professeur Lebow a abordé de nombreux sujets. Il a soutenu qu'il est hautement improbable que les deux superpuissances intègrent les problèmes du globe et le sort du tiers-monde à leur définition de la sécurité et qu'elles acceptent de faire participer l'ONU davantage au processus de désarmement. Il a aussi nié (et déploré) que les problèmes économiques des États-Unis amènent Washington à ressentir un besoin de désarmer, tant il est impossible pour le président de contourner les exigences du Pentagone.

M. Lebow a affirmé que les dirigeants soviétiques sont vraiment opposés à la «guerre des étoiles», parce qu'ils tiennent à limiter les armements pour libérer des ressources au profit de la modernisation économique. L'opposition à l'IDS existe aussi aux États-Unis, même chez les militaires qui craignent que ce projet absorbe une trop grande part de leurs budgets dans l'avenir. M. Lebow remarque d'ailleurs que, depuis sa conception, l'IDS a changé de caractère : à l'origine, c'était un grand dessein pour la protection complète de l'Amérique du Nord, mais aujourd'hui, il s'agit plutôt d'un projet de défense terminale des emplacements militaires. Toutefois, même cette version de la défense stratégique est inacceptable pour les Soviétiques. Ce sont les Américains qui vont décider de l'avenir du désarmement par le biais des décisions qu'ils prendront sur l'IDS.

M. Lebow n'a pas voulu se prononcer sur les questions intéressant la politique étrangère canadienne, notamment sur l'achat de sous-marins à propulsion nucléaire et sur la participation à l'OTAN. À ce dernier égard, il a cependant tenu à rappeler qu'avant de décider de se retirer de l'Organisation, le Canada devrait prendre en considération une conséquence importante, soit l'augmentation probable du sentiment d'insécurité chez les partenaires du Canada, tout spécialement chez les Européens.

Le conférencier reconnaît l'influence des mouvements pacifistes sur la politique des États, surtout en Europe. Il ne faudrait toutefois pas surestimer le mouvement en place aux États-Unis, qui n'a pas la puissance des mouvements des années 1960 qui militaient pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam.